

CHINE : FIN DU MODELE DE CROISSANCE EXTRAVERTE

La Chine, qui depuis les années 1980 s'est dotée d'un secteur exportateur dynamique pour servir son développement économique, a subi de plein fouet l'effondrement de la demande mondiale fin 2008. Cet épisode a révélé la fragilité du modèle de croissance chinois qui se trouve désormais à un tournant, non seulement en raison du contexte mondial mais aussi des tensions internes qu'il a engendrées. Le bilan de trente ans d'ouverture économique, à travers les études du CEPII, montre que les succès fulgurants de la Chine sur les marchés internationaux ont aussi leurs revers et ne peuvent tenir lieu de stratégie de développement à long terme. Les analyses du CEPII portent aujourd'hui sur les changements qui pourront intervenir dans l'offre chinoise et sur le nécessaire recentrage de la croissance sur la demande intérieure.

■ Radiographie des exportations chinoises

Trente ans après avoir lancé sa politique d'ouverture, la Chine est devenue en 2009 le premier exportateur mondial devant l'Allemagne. Cette formidable ascension commerciale a été portée par une rapide diversification des exportations. Initialement positionnée sur le marché mondial des produits à faible intensité technologique (textiles, jouets), la Chine a effectué une percée foudroyante sur le marché mondial des produits électroniques et informatiques au début des années 1990¹. La part des produits de haute technologie dans les exportations chinoises a ainsi doublé entre 1997 et 2007 pour atteindre 33% ; la Chine a ravi aux États-Unis la place de premier exportateur mondial de produits de haute technologie en 2003. Dans l'ensemble, les exportations de la Chine montrent actuellement un degré de "sophistication" (niveau technologique, complexité du processus de production, intensité en capital humain...) qui est comparable à celui de pays ayant un niveau de revenu par tête (en parité de pouvoir d'achat) trois fois plus élevé qu'elle (graphique 1).

Les analyses du CEPII ont montré les ressorts de ces performances commerciales. La segmentation internationale des processus productifs tend à gonfler les performances exportatrices d'un

pays comme la Chine qui est spécialisé sur les stades finals de production et dont les exportations ont un contenu très élevé en importations. Ainsi, les exportations chinoises proviennent-elles pour moitié environ d'opérations d'assemblage (qui consistent à transformer, pour les réexporter, des intrants importés hors droit de douanes). L'émergence de la Chine a conduit à une réorganisation des productions en Asie et à un réseau d'échanges triangulaire. Les entreprises des économies avancées d'Asie ont en Chine des bases de production et au lieu d'exporter des produits finis vers les États-Unis et l'Europe, elles exportent des produits intermédiaires vers la Chine pour les y assembler².

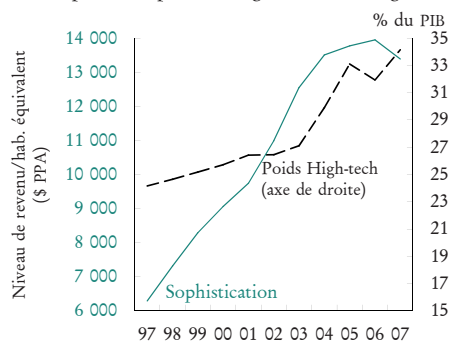
Ce commerce d'assemblage, qui assure l'essentiel (78% en 2007) des exportations de haute technologie, est très largement (à plus de 80% en 2007-2008) aux mains d'entreprises à capital étranger. La progression spectaculaire de ces exportations ne reflète donc pas l'avancée des entreprises proprement chinoises dans l'innovation et la maîtrise technologique³. Ce dualisme du secteur exportateur chinois s'est même accentué au cours des dix dernières années : entre 1997 et 2007, la part des produits de haute technologie a pratiquement doublé dans les exportations des entreprises à capital

1. F. Lemoine, D. Ünal-Kesenci (2008), "Rise of China and India in International Trade: From Textiles to New Technology", *China & World Economy*, 16(5).

2. G. Gaulier, F. Lemoine & D. Ünal-Kesenci (2007), "China's Emergence and the Reorganisation of Trade Flows in Asia", *China Economic Review*, 18, 209-243. G. Gaulier, F. Lemoine & D. Ünal-Kesenci, "China's Integration in East Asia: Production Sharing, FDI & High-Tech Trade", *Economic Change and Restructuring*, 40(1-2).

3. F. Lemoine & D. Ünal-Kesenci (2004), "Assembly Trade and Technology Transfer: The Case of China", *World Development*, 32(5).

Graphe 1 – Exportations chinoises, 1997-2007 : évolution du poids des produits high-tech et du degré de sophistication

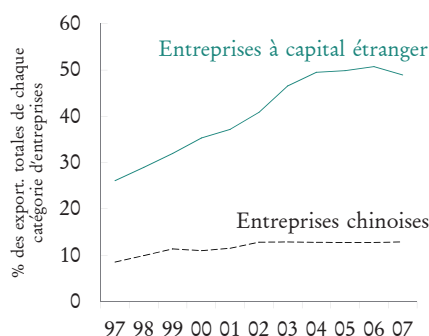


Notes : (a) Sur l'axe de gauche figure le niveau de revenu par habitant en dollars constants PPA (2005) auquel correspond la composition par produit des exportations chinoises. Ainsi en 2007, la sophistication des exportations de la Chine correspond à celle d'un pays ayant un revenu d'environ 14 000 \$ par habitant (comme le Portugal) alors que la Chine a un revenu par tête seulement de 5 000 \$ la même année. (b) Sur l'axe de droite figure le poids en pourcentage des produits high-tech dans les exportations. La définition des produits de haute technologie est celle de Lall ("The Technological Structure and Performance of Developing Country Manufactured Exports, 1985-98", *Oxford Development Studies*, 28(3), 337-369, 2000).

Source : Calculs des auteurs basés sur des données douanières chinoises (J. Jarreau & S. Poncet, 2009).

étranger (passant de 25 à 50%), tandis qu'elle a stagné dans celles des entreprises chinoises (graphique 2). Certes, celles-ci ont aussi diversifié leurs exportations mais l'écart de sophistication entre les deux types d'entreprises s'est considérablement élargi (il a plus que doublé)⁴.

Graphe 2 – Part des exportations de haute technologie pour les entreprises chinoises et celles à capitaux étrangers (1997-2007)



Note : Voir la note (b) du graphique 1 pour une définition de l'indicateur de haute technologie.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données douanières chinoises (J. Jarreau & S. Poncet, 2009).

■ Les faiblesses de la stratégie chinoise

Ces succès masquent certains aspects décevants de la stratégie d'ouverture en matière de rattrapage technologique et ils sont, par ailleurs, à la source d'une détérioration des termes de l'échange. La crise de 2008 a aussi mis en évidence la vulnérabilité de cette stratégie aux changements de l'environnement international. Premièrement, le dualisme du secteur exportateur limite les effets

d'entraînement des exportations sur le progrès technique et la croissance. L'analyse au niveau des provinces chinoises⁵ montre en effet que la sophistication accrue des exportations n'a d'impact sur la croissance du revenu par tête que lorsqu'elle provient des entreprises chinoises : les innovations technologiques incorporées dans les exportations des firmes étrangères ne semblent pas contribuer de manière directe à la croissance. Les progrès à l'exportation des entreprises nationales et étrangères ne sont donc pas substituables comme instruments de promotion de la croissance économique.

Deuxièmement, la hausse du contenu technologique des produits exportés par la Chine ne s'est pas accompagnée de leur montée en gamme. La Chine a conservé une très forte spécialisation sur les produits à bas prix (mesurés par les valeurs unitaires)⁶. Ceci ne concerne pas seulement les branches traditionnelles comme les produits du textile et de l'habillement. Dans les secteurs de haute technologie aussi, la Chine exporte essentiellement des produits de masse standardisés. L'Inde semble au contraire avoir opéré un repositionnement vers les gammes moyenne et haute⁷ (tableau 1).

Tableau 1 – Répartition par gamme des exportations chinoises et indiennes vers l'UE (en %)

	Chine		Inde	
	1995	2007	1995	2007
Haute	4	4	8	10
Moyenne	27	30	27	37
Basse	69	66	65	53
Toutes gammes	100	100	100	100

Source : I. Bensidoun, F. Lemoine & D. Únal (*ibid.*, 2009).

Les valeurs unitaires à l'exportation de la Chine ont baissé entre 1997 et 2003 et n'ont que faiblement augmenté depuis. Les entreprises exportatrices ont réalisé de rapides gains de productivité, mobilisé les énormes réserves de main d'œuvre à bas salaires et se sont livrées à une concurrence effrénée sur les marchés mondiaux. La sous-évaluation du yuan⁸ a soutenu cette stratégie. Les prix à l'importation ont marqué, eux, une forte hausse, qui a touché non seulement les produits primaires (la demande chinoise contribuant à la hausse des cours mondiaux) mais aussi les produits manufacturés, car la Chine importe des intrants de plus en plus sophistiqués pour son industrie manufacturière. Le double mouvement de baisse des valeurs unitaires à l'exportation et de hausse de celles à l'importation peut s'analyser comme une détérioration des termes de l'échange de la Chine qui ampute ses gains à l'échange au bénéfice de ses partenaires commerciaux, en premier lieu les pays développés (graphique 3).

4. J. Jarreau & S. Poncet (2009), "Export Sophistication and Economic Performance: Evidence from Chinese Provinces", *Document de travail du CEPII*, n° 2009-34.

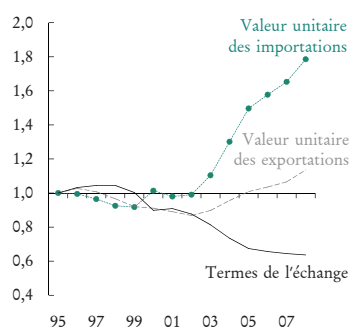
5. J. Jarreau & S. Poncet (2009), *ibid.*

6. G. Gaulier, F. Lemoine & D. Únal-Kesenci (2006), "Chine: le prix de la compétitivité", *La Lettre du CEPII*, n°254, mars.

7. I. Bensidoun, F. Lemoine & D. Únal (2009), "The Integration of China and India into the World Economy: a Comparison", *The European Journal of Comparative Economics*, 6(1), 131-155.

8. A. Benassy-Quéré, A. Larèche-Revil & F. Lemoine (2003), "Le yuan doit-il être réévalué ?", *La Lettre du CEPII*, n°227, octobre ; B. Rzepkowski (2004), "Spéculations sur le yuan", *La Lettre du CEPII*, n° 234, mai ; A. Benassy-Quéré, A. Larèche-Revil & V. Mignon (2004), "Le Yuan et le G20", *Revue d'Économie Financière*.

Gaphique 3 – Évolution des valeurs unitaires des exportations et des importations et des termes de l'échange de la Chine, 1995-2008 (1995=1)



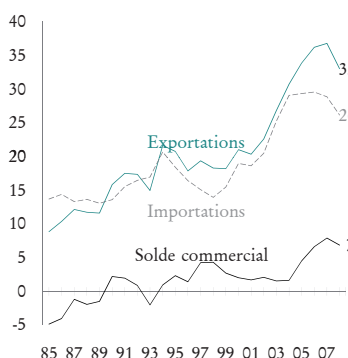
Source : Pour la période 1995-2004, G. Gaulier, F. Lemoine & D. Ünal-Kesenci (*ibid.*, 2006), et depuis 2004, calculs des auteurs à partir des bulletins trimestriels de la Banque populaire de Chine.

Enfin, l'accélération de la croissance dans les années 2000 a été portée par un taux d'investissement record (la formation brute de capital fixe dépasse 40% du PIB depuis 2003). Les surcapacités industrielles ainsi créées ont incité à exporter à des prix toujours plus bas. La consommation des ménages a alors été bridée par la faible progression des bas salaires et une politique de redistribution insuffisante via les finances publiques. La croissance du PIB est devenue de plus en plus dépendante de la demande extérieure : l'excédent commercial a atteint 7% du PIB en 2007. La consommation des ménages est devenue le maillon faible de la croissance chinoise (avec une part relative tombant de 46% à 35% du PIB entre 2000 et 2007, graphique 4)⁹.

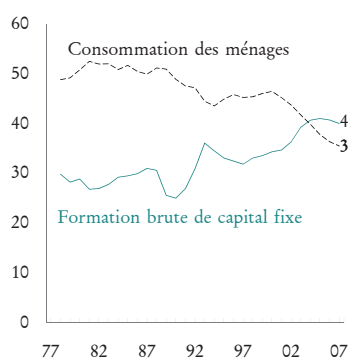
Même si l'économie chinoise a mieux résisté que beaucoup d'autres, l'effondrement de la demande internationale en octobre 2008 a entraîné la chute des exportations et un brutal ralentissement de sa production au dernier trimestre 2008 et premier trimestre 2009. Seul un vigoureux plan de relance interne a permis à la croissance de rebondir dès la mi-2009.

Graphique 4 – Déséquilibres des années 2000

4a. – Le commerce extérieur de la Chine (en % du PIB)



4b. – Composantes de la demande (en % du PIB)



Source : Calculs des auteurs à partir des données chinoises.

■ Un tournant stratégique

Le choc de la crise mondiale oblige la Chine à rééquilibrer son économie. En se recentrant sur sa demande intérieure, la Chine opère un changement de son régime de croissance qui n'est pas seulement tactique mais stratégique. Par delà la politique de soutien à l'investissement dans les infrastructures lancée fin 2008, les autorités cherchent désormais à faire une plus grande place à la consommation privée.

Cette nouvelle stratégie exige des réformes institutionnelles, financières et une forte volonté politique car elle implique un changement dans la répartition des gains de la croissance entre régions, secteurs, groupes sociaux. Elle passe par l'intégration de l'espace chinois et une redistribution des revenus en faveur des ménages. Parmi les réformes en cours, l'extension du système de protection sociale, notamment aux zones rurales, où vit 55% de la population chinoise, devrait jouer un rôle central pour doper la consommation des ménages et créer un vaste marché intérieur. La situation des finances publiques laisse au gouvernement une marge de manoeuvre suffisante pour augmenter les transferts sociaux ainsi que les dépenses d'éducation et de santé, qui sont de nature à réduire l'épargne de précaution. En 2009, le déficit du budget de l'État était d'environ 3% et la dette publique (hors entreprises publiques) en dessous de 20% du PIB. Cependant cette politique de redistribution requiert une mise en place des canaux institutionnels qui demande du temps.

Les enjeux du partage du marché chinois

Si la Chine passe à cette nouvelle étape de son développement, les besoins des entreprises et des consommateurs chinois prendront le pas, dans les années qui viennent, sur ceux des consommateurs occidentaux comme moteur de la croissance chinoise. Cela se traduira par des changements dans la composition sectorielle de la demande et dans les sources d'approvisionnement. Le marché intérieur chinois sera plus que jamais un enjeu majeur. Son partage entre production

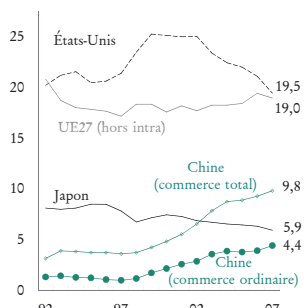
locale et importations, les rôles respectifs des entreprises chinoises et des entreprises étrangères dans l'offre locale, et les parts que prendront les différents partenaires dans les importations, dépendront de multiples facteurs : de l'adaptation de l'offre des différents acteurs à la demande mais aussi des politiques chinoises en matière de change et d'accès au marché.

Pour autant, avec un PIB (en dollars courants) qui est environ trois fois moindre que celui des États-Unis ou de l'Union européenne, la demande intérieure de la Chine ne peut avoir qu'un effet limité sur le rééquilibrage macroéconomique mondial à court terme. Dans la demande internationale, elle a un poids moindre que ne le laissent supposer ses importations totales puisque ses importations ordinaires, celles qui sont destinées

9. En outre, l'accélération de la croissance industrielle s'est accompagnée d'un creusement des inégalités (régionales et sociales), d'une hausse de l'intensité énergétique et d'une aggravation des atteintes à l'environnement.

au marché intérieur, représentent en 2007 seulement 4,4% des importations mondiales. Même si elles progressent rapidement, elles sont encore loin derrière celles des États-Unis ou de l'Union européenne (plus de 19 % chacune, graphique 5).

Graphique 5 – États-Unis, UE27, Japon et Chine :
Part dans les importations mondiales
(en % des importations mondiales hors intra-UE27)



Source : Calculs des auteurs à partir de Chelem et des données douanières chinoises.

La demande interne chinoise peut en revanche sensiblement modifier la dynamique asiatique dans un futur proche. La Chine est, en 2010, la première puissance économique en Asie devant le Japon, chacun réalisant environ un tiers du PIB régional. La multiplication des accords de libre-échange et les initiatives en faveur de l'intégration régionale montrent que l'Asie cherche à tirer parti de la montée en puissance chinoise pour se doter d'un moteur autonome de croissance qui lui a fait défaut jusqu'ici. Ce "découplage" économique aurait des répercussions politiques et géostratégiques.

Une transformation de l'offre chinoise ?

La sous-évaluation de la monnaie chinoise est à terme un facteur d'appauvrissement et le développement économique de la Chine passe par une augmentation des prix de ses exportations, à travers une appréciation de sa monnaie (en termes nominaux et/ou réels), et par la redistribution des gains à l'échange à l'intérieur du pays. Au cours des années qui viennent, l'évolution démographique, avec la baisse de la population en âge de travailler, et notamment des générations les plus jeunes, à partir de 2015, marque une rupture de tendance qui devrait accélérer la hausse des salaires en termes réels.

La hausse des coûts salariaux devrait forcer les entreprises exportatrices à faire évoluer leur offre vers des produits à prix et qualité plus

élevés. La Chine devra éviter de tomber dans "la trappe des pays à revenu intermédiaire", où l'on trouve les pays qui n'ont ni les avantages comparatifs des pays à très bas salaires, ni ceux des pays technologiquement avancés. Cela aura aussi des implications sur les conditions de concurrence entre les productions chinoises, celles des pays en développement et celles des pays avancés¹⁰. La concurrence entre Chine et Europe deviendra frontale, comme elle commence à l'être avec la Corée du Sud.

Le rattrapage technologique des entreprises proprement chinoises est une autre condition du développement à long terme et demeure l'objectif des autorités chinoises. Deux facteurs peuvent y contribuer. Il s'agit, d'abord, de renforcer les effets d'entraînement exercés par les entreprises technologiquement performantes (et notamment les étrangères) sur le reste du tissu industriel. Ensuite, de réformer le système financier et l'accès au crédit. Le rattrapage technologique des entreprises privées chinoises a pu être freiné jusqu'ici par les difficultés de financement, d'autant que les secteurs intenses en innovation et en technologie ont des coûts fixes importants.

Conclusion

Depuis trois décennies, le mode de croissance de l'économie chinoise a connu de remarquables succès, mais il a ces dernières années engendré des tendances qui, si elles ne sont pas inversées, risqueraient de la conduire à une impasse (perte à l'échange, faiblesse de la consommation privée, dégâts environnementaux, etc.). Le basculement du centre de gravité de l'économie chinoise vers son marché intérieur est une condition de son développement à long terme. Il ne peut se réaliser que progressivement et à travers une redistribution des gains de la croissance à l'intérieur de la Chine, ce qui exige des réformes et une volonté politique forte. Ces changements auront aussi des répercussions sur les relations de la Chine avec le reste du monde, sur le rôle des investisseurs étrangers en Chine et celui des entreprises chinoises au plan mondial.

Guillaume Gaulier, Joaquim Jarreau,
Françoise Lemoine, Sandra Poncet & Deniz Ünal*
francoise.lemoine@cepii.fr

10 L. Fontagné, G. Gaulier & S. Zignago (2008), "Specialisation across Varieties and North-South Competition", *Economic Policy*, CEPR-CES-MSH, 23. L. Fontagné & R. Paillacar (2007), "La Chine vend plus de produits aux États-Unis que l'Allemagne", *La Lettre du CEPII*, n° 270, septembre.

* G. Gaulier (Banque de France et CEPII), J. Jarreau (Paris School of Economics, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne), F. Lemoine (CEPII), S. Poncet (Paris School of Economics, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et CEPII) & D. Ünal (CEPII).

LA LETTRE DU CEPII

© CEPII, PARIS, 2010
RÉDACTION
Centre d'études prospectives
et d'informations internationales,
9, rue Georges-Pitard
75015 Paris.
Tél. : 33 (0)1 53 68 55 14
Fax : 33 (0)1 53 68 55 03

DIRECTEUR DE LA
PUBLICATION :
Agnès Bénassy-Quéré

RÉDACTION EN CHEF :
Gunther Capelle-Blancard

GRAPHIQUES :
Didier Boivin

RÉALISATION :
Laure Boivin

DIFFUSION :
La Documentation française.

ABONNEMENT (11 numéros)
France 50 € TTC
Europe 52 € TTC
DOM-TOM (HT, avion éco.)
50,80 € HT
Autres pays (HT, avion éco.)
51,90 € HT
Suppl. avion rapide 0,90 €

Adresser votre commande à :

La Documentation française,
124, rue Henri Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex
Tél. : 01 40 15 70 00

Le CEPII est sur le WEB
son adresse : www.cepii.fr
ISSN 0243-1947
CCP n° 1462 AD

21 avril 2010
Imp. La Documentation Française
Imprimé en France
par les Journaux officiels

Cette lettre est publiée sous la
responsabilité de la direction
du CEPII. Les opinions qui y sont
exprimées sont celles des auteurs.